



Acte certifié exécutoire

Envoyé : 01/04/2015

Réception par le préfet : 01/04/2015

Publication : 01/04/2015

Le Maire, Daniel FIDELIN

Département de la
Seine-Maritime

Arrondissement du
HAVRE

Le 30 Mars 2015

Question n° 25

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	30
Nombre de Pouvoirs	3
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le 31 Mars 2015

L'an deux mille quinze, à dix huit heures trente par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 Mars 2015, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel FIDELIN, Maire.

Appel nominal :

Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Valérie PAILLART, Dominique THINNES, Corinne LEVILLAIN, Olivier LARDANS, Jean-Luc GONFROY, Gilbert FOURNIER, Virginie LAMBERT, Gérard DELAHAYS, Jean-Pierre QUEMION, Philippe KWIATKOWSKI, Patricia DUVAL, Pascal LEFEBVRE, Frédéric PATROIS, Valérie LEDOUX, Emmanuel DELINEAU, Karine LOUISET, Estelle FERRON, Stéphanie ONFROY, Alexandre MORA, Fabienne MALANDAIN, Martine LESAUVAGE, Pascal DUMESNIL, Nada AFIOUNI, Jérôme DUBOST, Nordine HASSINI, Aurélien LECACHEUR, Gilles LEBRETON.

Excusées ayant donné pouvoir :

Marie-Christine BASSET (Pouvoir à Virginie LAMBERT), Marie-Paule DESHAYES (Pouvoir à Nicole LANGLOIS), Sophie CAPELLE (Pouvoir à Valérie LEDOUX).

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre MORA est désigné Secrétaire de séance à l'unanimité.

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 MARS 2015

QUESTION : n° 25

3-5

OBJET : Budget Développement Economique – Régularisation du bail entre la Ville de Montivilliers et la société OGF avec effet rétroactif au 1^{er} décembre 2012.

RAPPORTEUR : Monsieur Daniel FIDELIN – Maire

La Ville est propriétaire d'un local commercial situé 1, Place François Mitterrand correspondant à la parcelle section AN cadastrée n°275 pour une contenance de 68 m².

La société OGF est implantée dans ce local depuis plusieurs années (décembre 2003). Le bail commercial qui liait la Ville est arrivé à expiration le 1^{er} décembre 2012, sans que la Ville n'y mette un terme dans les règles spécifiques aux baux commerciaux et sans que la société OGF en demande le renouvellement par écrit.

Le bail est donc prolongé par tacite reconduction et poursuit ses effets notamment en ce qui concerne le paiement des loyers.

Après avoir envisagé de le résilier pour y installer un service public, et, compte tenu de l'estimation faite par les Domaines du montant de l'indemnité de résiliation, il est proposé de poursuivre la location au profit de la société OGF.

C'est pourquoi il convient de régulariser ce bail avec effet rétroactif au 1^{er} Décembre 2012 et expirant au 30 Novembre 2021

Imputation budgétaire :
Budget Principal de la Ville :
Chapitre : 75
Compte : 752
Fonction : 0204

Je vous propose de bien vouloir m'autoriser à renouveler le bail et à signer tout acte s'y référant.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.

Ainsi délibéré, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,